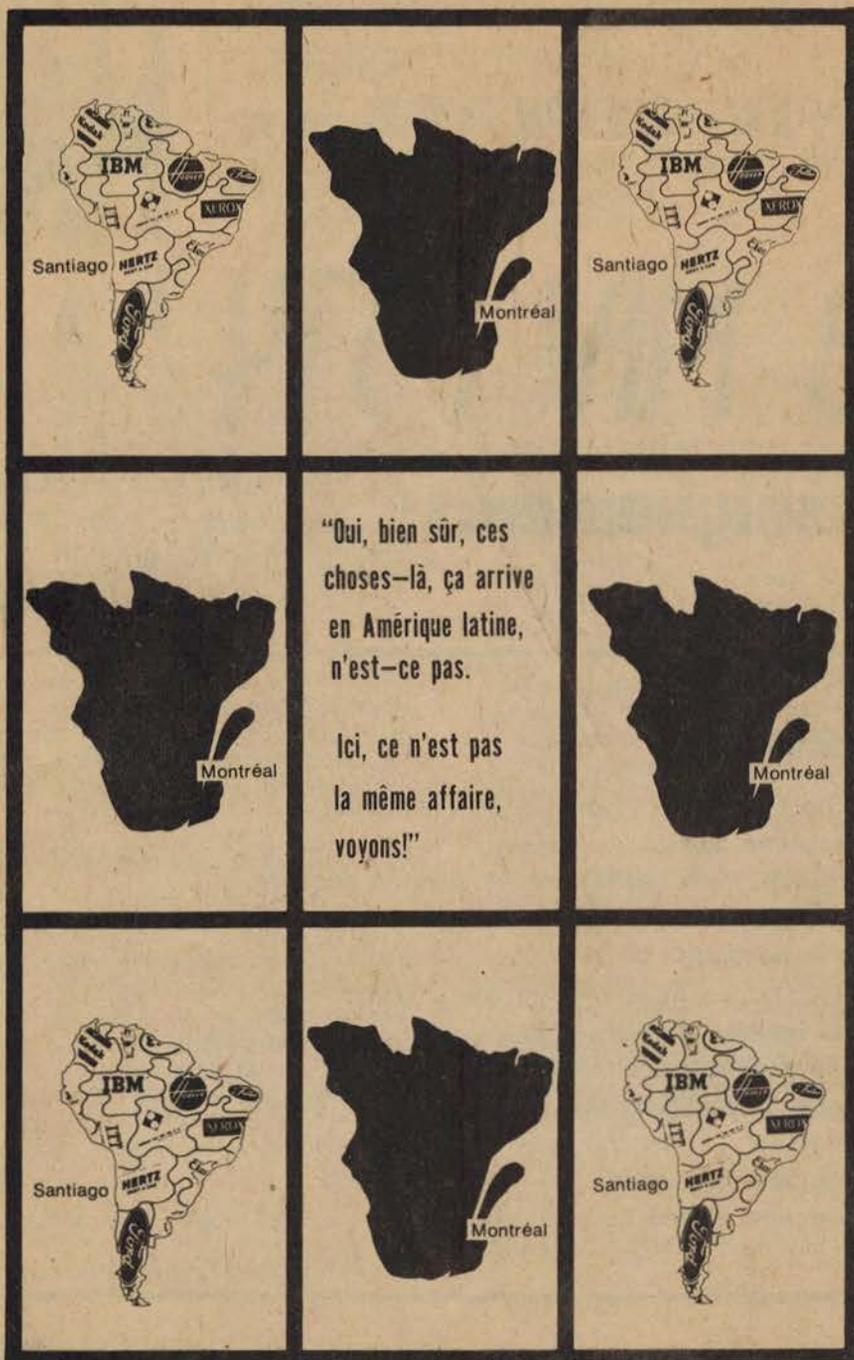
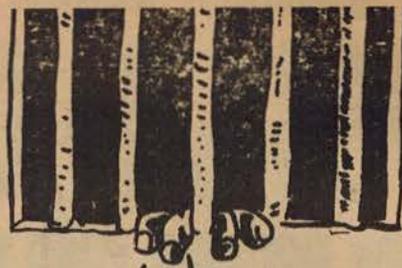


CHILI-QUÉBEC INFORMATIONS



PARTICIPEZ à la
JOURNÉE
INTERNATIONALE
pour la LIBERTÉ en



HAÏTI

18 MAI 1974

Renseignements:

Comité d'action contre la répression en Haïti: 722-0576

ou

tél. 842-8459

DANS CE NUMÉRO:

De la "Déclaration de Paris" aux "Comités de résistance"	p. 3
L'aide financière accordée au Chili	p. 6
Canada-immigration-Chili: Pinochet torture, le Canada écoeure	p. 8
Les cliniques populaires au Chili	p. 9
Le clergé chilien et la politique	p. 12
Revue de presse fasciste: les militaires ont des principes!	p. 14
Dépêches de Prensa Latina	p. 16
Déclarations de gorilles et autres singeries	p. 16
La Commission internationale d'Helsinki et le Tribunal Russell II	p. 17
Contexte latino-américain: Argentine	p. 20
Contexte latino-américain: Bolivie	p. 21
A vous la parole	p. 23

DE LA "DÉCLARATION DE PARIS" AUX COMITÉS DE RÉSISTANCE



**QUI CONNAIT LA "DÉCLARATION DE
PARIS" DU 12 FÉVRIER 1974?
QUI CONNAIT LE COMITÉ "CHILE
DÉMOCRATICO"?
QUI A ENTENDU PARLER DE LA
FORMATION, AU CHILI, DES COMITÉS
DE RÉSISTANCE?**

En tout cas, ce ne sont pas les journaux qui nous informent le plus. D'ailleurs, est-ce qu'ils sont au courant? (Les nouvelles internationales c'est le fief des agences de presse - UPI, AP, AFP,... - qui sont parmi les plus ardents défenseurs de la loi et de l'ordre capitaliste, alors pourquoi répandraient-elles, n'est-ce pas, des nouvelles "alarmistes"?)

Les capacités de résistance et d'organisation du peuple chilien, nous n'en avons jamais douté. L'histoire du mouvement ouvrier et paysan chilien est exemplaire. Mais les capacités réelles des organisations politiques (partis, syndicats, organisations populaires) depuis le 11 septembre 1973? Il faut se rendre à l'évidence que la plupart des partis, en tant que partis, ont été durement secoués par le coup d'Etat. Et pendant ces six mois passés, bien peu d'information fiable circulait sur comment le peuple chilien s'organisait pour mener le combat contre la dictature fasciste.

Or, des pas importants ont été faits depuis le 11 septembre.

Le Comité de Solidarité Québec-Chili, depuis un mois, a été bombardé d'informations. Trois camarades CHILIENS un du MAPU-OC, un du Parti Socialiste et un du MIR, sont venus de la part du comité "Chile Democratico" et aussi de la part de leur parti respectif, prendre contact avec leurs camarades exilés au Québec et au Canada et aussi avec les Comités de Solidarité. Voici, en résumé, ce que nous savons maintenant.

DÉCLARATION DE PARIS

Le 12 février 1974, après plusieurs heures de discussions, les dirigeants du MIR et de tous les partis de

l'ex-Unité Populaire (c'est-à-dire les dirigeants mandattés par leur parti pour le représenter hors du Chili) signaient une déclaration unique. Cette "Déclaration de Paris" est la première manifestation publique par laquelle tous les partis de la gauche chilienne s'unissent pour dénoncer la junte et l'impérialisme américain, pour décrire la situation actuelle au Chili et pour enfin proclamer que leur tâche principale, c'est l'UNITE.

Voilà ce qui fait l'importance de cette déclaration (qui par contre ne nous apprend pas grand-chose). De l'aveu même des camarades de "Chile Democratico" cette déclaration est constituée de propositions minimales, acceptables à tout le spectre de la gauche chilienne. C'est au-delà de ce minimum que commencent les divergences stratégiques et idéologiques entre les sept partis signataires de la déclaration. Mais le souci d'unité est là, fondamental. Pour les Québécois, un peu vierges encore en politique, ça peut sembler peu, très peu même, tellement ça semble élémentaire. Mais il ne faut pas perdre de vue que si le mouvement ouvrier chilien est exemplaire, la tradition de division de la gauche en plusieurs partis (avec tous les vices que cela comporte) est tout aussi exemplaire, au sens d'exemple à ne pas imiter, c'est pour cela que l'Unité Populaire, malgré toutes ses failles, était une grande victoire du peuple chilien sur le sectarisme des partis. Voilà pourquoi aussi il ne faut pas mépriser l'organisation que les directions extérieures des partis de gauche chiliens se sont donnée pour concrétiser cette volonté d'unité affirmée solennellement dans la "Déclaration de Paris".

C'est la "Coordination de la gauche chilienne", communément désignée sous le nom de Comité "Chile Democratico", et qui a son siège à Rome.

Ce Comité coordinateur se veut l'outil principal pour

forger l'unité de la gauche chilienne hors du Chili, tant en Europe qu'en Amérique, etc. Encore une fois, il ne faut pas être ingénu et il se pourrait bien, pour des raisons faciles à concevoir, que cette unité soit plus difficile à atteindre loin du champ de bataille que dans le feu de la lutte. En tout cas, six mois après le coup d'Etat, il n'y a pas encore de Front unitaire des forces de gauche chiliennes, et il ne semble pas que ce Front soit pour demain, étant donné la distance énorme qui sépare le PC du MIR, par exemple, et étant donné surtout les contradictions qui secouent actuellement les divers partis de l'ex-UP, aux prises avec une autocritique extrêmement difficile à faire, coincés qu'ils sont entre leur ligne politique traditionnelle et l'analyse que commande une situation tout à fait nouvelle.

Le Comité "Chile Democratico" de Rome ne se prend d'ailleurs pas pour un "Front uni de libération nationale" (FULN) et prétend encore moins être la Résistance. La déclaration de Paris dit: "Nous, les militants de la gauche chilienne temporairement à l'extérieur du Chili, participons d'une manière intense à ce combat dont la direction se trouve à l'intérieur du pays". (En écho à cette déclaration, le **Nouvel Observateur** rapportait dernièrement les propos qu'un jeune militant communiste lui avait tenus, au Chili: "Dans tous les cas, notre stratégie, nous la définirons ici, au Chili. Les exilés n'ont plus voix au chapitre. Leur situation est tragique mais c'est ainsi...").

La tâche principale des militants à l'extérieur, c'est de forger l'unité à l'extérieur afin de soutenir de manière plus combative et efficace (soutien politique, organisationnel, matériel, financier), ceux qui sont la Résistance chilienne, c'est-à-dire le peuple chilien et ses organisations qui sont, au Chili, en lutte contre la Junte. Le Comité coordinateur de Rome se donne aussi pour tâche de soutenir le mouvement international de solidarité avec le Chili (par une information et une liaison plus adéquates).

Désormais les militants de la gauche chilienne exilés à travers le monde pourront reprendre contact avec leur parti par l'intermédiaire du Comité de Rome, se réorganiser localement par parti mais aussi se coordonner entre eux. Au Québec, les militants des différents partis repré-

informés. Cela sans négliger nos relations existantes avec d'autres comités (Mexico, Cuba, Paris, etc.), avec nos camarades chiliens au Québec, et sans supprimer certains contacts directs avec le Chili.

SITUATION AU CHILI

Les camarades venus de Rome nous ont donné un aperçu de la situation au Chili:

1) **La droite chilienne est en crise.** Le coup d'Etat des militaires loin de résorber la crise entre les différentes fractions de la droite (celle liée au capital impérialistes et celle liée au capital national, dont les grands propriétaires terriens) a aiguisé les divisions. La bourgeoi-



Eduardo Frei, qui avait déclaré, le 11 octobre: "Les militaires ont sauvé le pays..." n'était pas aux côtés des "sauveurs", le 11 mars.

sie, unanime à fêter le coup d'Etat en septembre, prend maintenant ses distances. La direction du parti Démocrate-Chrétien, qui a tant conspiré avec les Forces Armées, ne s'est pas présentée à la célébration du sixième mois du coup d'Etat.

● PARIS, 13 de febrero.—Los militantes de la izquierda chilena dieron a conocer hoy un documento suscrito por el Partido Socialista de Chile, el Partido Comunista, la Izquierda Cristiana, el Movimiento de Izquierda Revolucionaria, el MAPU Obrero y Campesino, el Partido Radical y el Movimiento de Acción Popular Unitario en

sentés ont un porte-parole et sont aussi réunis au niveau d'une coordination, à l'image et à la ressemblance de celle de Rome.

Quant à nous, l'existence du Comité de Rome nous facilitera beaucoup les choses. Nous maintiendrons avec lui un contact étroit et privilégié afin d'être toujours mieux

2) **La junte chilienne n'a aucune base d'appui populaire.** La classe ouvrière et paysanne, les étudiants et intellectuels de même que la plus grande partie de la petite bourgeoisie, tous réprimés, exploités et égorgés par la Junte ne souhaitent que sa disparition et ne répondent plus du tout à la propagande de la "Reconstruction nationale".

3) La crise au sein de la bourgeoisie et l'opposition du peuple à la Junte ont produit une **crise économique sans précédent**. Alors que la Junte parlait de la fin du chaos et de l'inévitable et spectaculaire reprise économique, elle ne peut se vanter que d'un petit 4% d'augmentation pour la production industrielle. Mais 4% par rapport à quoi? Quand on sait que la production des derniers mois de l'Unité Populaire était à terre, à cause justement du chaos que la bourgeoisie avait elle-même créé, 4%, ça va chercher loin dans le "sous zéro". L'inflation continue. Même les investisseurs étrangers et américains sont plutôt timides. L'impérialisme américain ne se réjouit plus autant de son coup... Il avait sous-estimé certains facteurs, dont la détermination de la classe ouvrière chilienne à se libérer.

Bâtir l'organisation révolutionnaire

Cependant il ne faut pas conclure que l'affaiblissement de la Junte signifie automatiquement que les forces révolutionnaires gagnent du terrain. En politique, rien n'est automatique. Les forces de gauche au Chili ont subi un échec. Elles doivent en tirer des conclusions et arriver à transformer le mouvement de résistance des masses populaires en une organisation révolutionnaire capable non seulement d'abattre le fascisme mais de faire une révolution socialiste. Et une organisation révolutionnaire, ça ne naît pas spontanément.

Tous les partis, du Parti Communiste au MIR, cherchent de nouvelles voies. Tous n'ont pas la même analyse, bien au contraire, l'unité ne se fabrique pas en un jour. Avant les partis, c'est le peuple qui s'unira. Cela est déjà commencé.

Les "Comités de Résistance"

Au niveau des usines, et surtout des quartiers, où se regroupent, sans distinction de partis, travailleurs, paysans et chômeurs et tous ceux qui sont réprimés par la politique réactionnaire de la Junte, les masses ont formé, à l'appel du MIR, des "**Comités de Résistance**". Les objectifs immédiats sont: 1) exiger le rétablissement des libertés démocratiques; 2) exiger l'indexation des salaires à 100% de la hausse du coût de la vie, exiger le respect de la journée de travail de 8 heures; 3) canaliser les larges secteurs du peuple qui n'ont pas d'affiliation politique et 4) constituer un "front politique de la résistance antigorille". A partir de ces conditions, "il sera possible de commencer la construction de l'armée du peuple et d'incorporer les masses, de façon effective à la lutte et à la résistance armée", déclarait le MIR, le 15 février 1974.

Les conditions concrètes pour former ces comités de Résistance sont difficiles. Il y a toujours le couvre-feu, les réunions sont toujours interdites, les militants actifs sous l'Unité Populaire qui sont encore en liberté doivent faire attention pour ne pas être repérés. La circulation de toute information écrite à caractère politique est interdite. C'est au risque de sa vie que le peuple s'organise.



L'on sait que ces comités fonctionnent activement dans certaines usines et quartiers. Evidemment, l'on ne s'en vantera pas trop fort, on ne donnera pas trop de précisions sur ses activités et ses moyens de fonctionnement. Mais, de source responsable, on sait que les comités de Résistance se développent plus rapidement qu'il avait d'abord été prévu, et cela dans tout le pays.

Les partis eux sont en période de restructuration, et de réorganisation pour assurer la diffusion d'information et de propagande et aussi assurer la clandestinité de plusieurs de ses militants.

La Junte essaie de provoquer des affrontements avec les travailleurs pour mieux les réprimer. Mais les travailleurs savent qu'ils doivent eux-mêmes choisir le moment et le terrain de l'affrontement.

Si les actions spectaculaires de résistance armée et même les grèves, sauvagement réprimées se font plus rares, c'est que les travailleurs cherchent d'autres moyens et surtout se préparent, dans la clandestinité, patiemment, pour une guerre prolongée.

Ainsi une tâche essentielle pour le mouvement de solidarité, c'est de trouver les façons adéquates d'assurer une continuité au mouvement. La lutte sera longue et dure et notre solidarité est nécessaire jusqu'au bout. Ce n'est pas le 12 septembre 1973 que le peuple chilien a eu le plus besoin de nous: c'est maintenant et demain, et beaucoup plus encore après-demain.

L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE AU CHILI:

Les USA, maîtres de ballet des financiers mondiaux

Suivez le filon

Il a suffi que Pinochet promette d'indemniser les compagnies américaines qui avaient été nationalisées, pour que les Etats-Unis rouvrent le robinet de dollars. Il a suffi que les Etats-Unis recommencent à accorder du crédit pour que tous les organismes financiers internationaux en fassent autant. Le FMI (Fonds monétaire international) a accordé à Pinochet un crédit "stand by" de \$95 millions, la BIRD (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement - ou Banque Mondiale) vient de prêter \$13 millions à 7.25% sur 20 ans. La BID (Banque Inter-américaine de Développement), \$22 millions. Enfin, le Club de Paris (qui réunit 12 pays dont les USA, le Canada, le Japon et des pays européens) a jugé que le fait que le FMI accorde un prêt est une garantie pour reconduire la dette de \$760 millions du Chili envers le Club, jusqu'en 1977.

Le "technique" et le "politique"

En général, les critères officiels invoqués par tous ces organismes pour accorder



U.S. aid to Latin America

Aide financière à l'Amérique latine: politique?

AIDE FINANCIÈRE INTERNATIONALE AU CHILI

● PRETS DE BANQUES PRIVEES

- Manufacturers Hanover \$20 millions à la Banque Centrale du Chili
\$24 millions à la Banque du Chili
- Groupe de banques:
Bankers, trust, Irving trust
First National City Bank et
plusieurs
banques canadiennes \$170 millions de crédit
- diverses banques
brésiliennes finlandaises, belges, ouest-allemandes et françaises \$140 millions de crédit (1)

● PRETS DE GOUVERNEMENTS

- USA \$124 millions refinancement dette de 1972 (2)
\$24 millions pour achat de blé (9.5 à 10.5%)
\$28 millions pour achat de maïs (même taux)
\$10 millions de crédit (agence pour le
dévelop. inter.)
\$11 millions pour achat équipement militaire (3)
- BRESIL \$12 millions (40,000 tonnes de sucre) (3)
\$46 millions pour achat de véhicules et pièces
\$4 millions crédit pour équipement médical
\$800,000
- ARGENTINE (3) \$20 millions (bétail)
\$15 millions pour achat machinerie agricole
- CANADA \$5 millions crédit pour De Havilland Aircraft
- FRANCE \$800,000 pour projets agricoles (4)

● ORGANISMES INTERNATIONAUX

- BIRD (Banque mondiale) \$13 millions
- FMI (fonds monétaire internat.) \$95 millions
- BID (Banque inter-américaine de Développement) \$65 millions pour projets hydro-électriques
\$19.5 millions à la Corporation de Dév. du Chili
\$22 millions crédit pour projets agricoles (avr. 74) (5)

- CLUB DE PARIS (USA, Canada, Japon, et 9 pays européens)
\$760 millions reconduction de dette

* L.A.W.G. (3-4-74)

1- Le Monde, 21-3-74

2- Le Monde Diplomatique, (mars 74)

3- Tricontinental, 27-3-74

4- Le Monde, 9-4-74

5- Ercilla (avr. 74)

leurs crédits, sont purement "techniques" (situation économique générale du pays, types d'investissements projetés, etc.). C'est selon ces critères que toute aide avait été refusée au Chili d'Allende. Ces critères ont dû changer depuis l'arrivée des généraux au pouvoir: selon les économistes, en effet, l'économie chilienne est de plus en plus désastreuse, l'inflation n'a jamais été aussi grande, mais les prêts sont pourtant de nouveau accordés. La "bonne volonté" de Pinochet envers les Américains est aujourd'hui un critère suffisant. Ça nous rappellera au moins une chose, c'est que, quand on parle beaucoup de "technique", c'est pour mieux cacher le "politique", ou en d'autres termes, qu'il est faux de dire que l'argent n'a pas d'odeur. Ça, les pays latino-américains commencent à s'en rendre compte. A preuve, le ton de la réunion de la BID (Banque Inter-américaine de Développement) qui a eu lieu du 1er au 3 avril, à Santiago, précisément.

Remous à la réunion de la BID

Certains des pays membres de la BID commencent à con-

tester la tutelle qu'exercent les USA sur cet organisme. Les USA contrôlent en effet 42% des actions et ont un droit de veto sur tous les accords de prêts aux pays membres. Le Pérou demande que tous les partenaires soient sur un pied d'égalité. Le Venezuela critique le droit de veto des USA et propose la création d'un fonds de fiducie qui serait financé par les nouveaux profits qu'il a obtenus après la hausse des prix du pétrole. Ces critiques sont appuyées par le Colombie et l'Argentine qui a proposé de plus, d'ouvrir l'organisme à d'autres pays du monde. Toutes ces revendications tendent à remettre les USA à leur place (sur les 24 pays membres, 22 sont latino-américains, les 2 autres étant les USA et le Canada) et elles sont toutes d'inspiration très nationaliste, il ne faut pas s'y tromper. Elles contestent au moins l'impérialisme US sur son terrain et elles rejoignent par là les aspirations politico-économiques d'autres pays du Tiers-monde.

Le Chili sous la coupe américaine

Le Chili, lui, s'est fait re-

marquer par son silence. Lui qui place très haut la "Patrie" et qui fait du "Nationalisme" un des principes de base de sa politique, lui qui veut trouver une voie originale entre "les sociétés occidentales développées... qui ont dérivé vers un matérialisme qui aliène l'homme et le rend esclave spirituellement" et le caractère totalitaire et anihilant pour la personne humaine d'une société d'inspiration "marxiste" ("Déclaration de Principes du Gouvernement du Chili", *El Mercurio*, 13 mars 74), lui qui voit en l'homme "avant tout un être de spiritualité" n'a pu, dans ses interventions à cette réunion que rappeler sa croyance dans les principes de la propriété privée (ce qui ne contredit pas, au contraire, la fameuse "déclaration de principes"). Il a fait les mêmes déclarations, à peu de choses près, que le Brésil. Autant dire que tout cela est bien dans la ligne des Etats-Unis.



Schultz: le sourire USA à la BID

Ça ne surprendra d'ailleurs personne de remarquer que les pays latino-américains qui n'ont eu vraiment rien à dire contre les USA au cours de cette réunion, sont ceux qui composent le nouvel axe fasciste: Brésil, Uruguay, Bolivie, Chili, plus quelques dictatures d'Amérique centrale.



La BID parle toutes les langues

Sept mois après le coup d'Etat qui renversait, le 11 septembre, le gouvernement démocratiquement élu du président Allende, les dépêches des grandes agences internationales de nouvelles continuent de nous informer sur les actes démentiels des militaires chiliens. Certains juristes internationaux vont même jusqu'à affirmer que la répression qui se pratique au Chili a toutes les caractéristiques d'un génocide. Qui s'intéresse un tant soit peu à la situation du Chili connaît cette réalité, sauf notre bon vieux gouvernement d'Ottawa.

En effet, le gouvernement canadien, fidèle haut-parleur de Mr. Andrew Ross, ami intime des généraux chiliens, s'obstine à répéter que tout est rentré dans l'ordre au Chili. Conséquemment, le ministre de l'Immigration et de la Main-d'Oeuvre, décidait, fin février, de "retourner aux procédures normales d'immigration" au Chili et dans les pays limitrophes, soit le Pérou et l'Argentine. En même temps cette décision aiderait à calmer l'opinion publique canadienne qui, selon les "informations" du gouvernement, est opposée à l'entrée massive de Chiliens au Canada et surtout au Québec.



A la fin de mars le Canada a fait don au Chili d'une collection de 800 volumes "représentatifs du peuple canadien" (sic) (Ercilla, 3 avril 74). C'est l'ambassadeur Andrew qui préside la cérémonie.

A l'approche d'élections au Canada, il faut bien sûr tenir compte des sentiments des Canadiens! Cependant nous savons que les "Canadiens" en question ne sont pas nécessairement ce que l'on appelle à juste titre le monde ordinaire, généralement mal éclairé et souvent manipulé d'ailleurs au moment du vote. Il est clair qu'il s'agit plutôt des gros actionnaires des "grandes" filiales américaines qui opèrent au Canada. L'opinion de milliers de Canadiens, plusieurs d'entre eux représentant les hiérarchies ecclésiastiques, qui font et continueront de faire des pressions pour que le Canada revise ses positions face au Chili, ça ne compte pas. Ce qui compte surtout, c'est l'opinion des gens comme Curtis F. Fincham, Robert Muller, Felipe Bonoli, etc., le premier, actionnaire de Canadair Limited et les deux autres, une importante compagnie minière établie au Canada, qui faisaient dernièrement une tournée de reconnaissance au Chili, l'un pour y vendre ses avions, et les autres pour y placer leurs capitaux dans les mines chiliennes.

Ce sont ces canadiens-là qui ont le pouvoir politique puisqu'ils détiennent le pouvoir économique. Comme par ailleurs l'existence des vieux partis dépend d'eux, la politique canadienne doit s'ajuster à leurs désirs. Il est évident qu'un pays comme le Chili, riche en matières premières et où la classe ouvrière, sous la botte du fascisme, est soumise à l'esclavage, intéresse au plus haut point les capitalistes, actionnaires des compagnies multinationales. Il est donc important que le gouvernement canadien maintienne de bonnes relations avec la junte chilienne, relations qui assureront aux investisseurs la protection nécessaire à leurs opérations.

D'un autre côté, des hommes qui avaient réussi dans un laps de temps si court (3 ans) à goûter à la liberté vraie et authentique, - la liberté de décision politique - sont sûrement des gens dangereux. Dangereux sont les Chiliens qui apprenaient à se gouverner eux-mêmes, découvrant en même temps les voies pour l'exercice de la démocratie véritable, c'est-à-dire celle qui vient d'en bas et pas seulement une fois tous les quatre ans. Ces hommes de coeur et de principes, qu'ils ne transigeaient pas d'ailleurs, étaient tellement dangereux pour l'impérialisme qu'on a décidé de les éliminer au Chili et de les traquer de par le monde. Plusieurs pays participent à cette chasse à l'homme. Le Canada, suivant les USA comme toujours, est un de ceux-là. Les "Canadiens" peuvent être fiers. Le monde ordinaire l'est-il autant? A lui de chercher les moyens de se faire entendre et bien comprendre une fois pour toutes.



**Canadian
International
Development
Agency**

**Agence
canadienne de
développement
international**

L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
cherche un
ÉCONOMISTE DES RELATIONS DU TRAVAIL
pour le
BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL
à SANTIAGO, CHILI

LE POSTE:
L'expert fera partie de l'équipe interdisciplinaire régionale que le BIT a établie à Santiago dans le cadre de son Programme d'emploi régional pour l'Amérique latine et les Antilles. L'équipe a pour mission d'aider les pays de cette partie du monde à formuler et à appliquer des politiques et des programmes qui, dans le cadre de leur stratégie de développement social, leur permettront de résorber le chômage et le sous-emploi.

LES FONCTIONS:
A titre de membre de l'équipe, le titulaire du poste
... à des études approfondies, à la suite de re...
... de la ...
... souhaitable mais non essentielle.

LES CONDITIONS D'EMPLOI:
1) Le contrat initial d'un an pourra être prorogé.
2) **Traitement:** Entre \$20.000 et \$24.000 selon la compétence et l'expérience.
3) Indemnités et allocations usuelles du BIT.

PRÉSENTER UNE DEMANDE PAR ÉCRIT À LA:

**Section de l'Amérique latine
Direction des ressources humaines
Agence canadienne de
développement international
122, rue Bank
Ottawa
K1A 0G4**

Mentionner le code: MRD. 3498

(Annonce parue dans les journaux il y a quelques semaines:
ça écoeure...)

LES CLINIQUES POPULAIRES

La santé, au Chili comme ailleurs, sert avant tout, les intérêts de la bourgeoisie. Dans les années 60, le gouvernement démocrate-chrétien de Frei, face aux pressions de plus en plus fortes des travailleurs chiliens qui exigeaient de meilleurs services de santé, décida d'établir des cliniques médicales dans les quartiers populaires. Mais ce gouvernement prit bien garde de ne pas donner aux travailleurs l'administration et le contrôle de ces cliniques et de ne pas toucher au pouvoir exorbitant des médecins.

Les travailleurs chiliens se rendirent compte à travers leurs luttes que si l'on voulait vraiment en terminer avec la mortalité infantile, la malnutrition, les maladies industrielles, il était nécessaire de remplacer le système capitaliste par un système qui tiendrait compte des intérêts de la majorité, c'est-à-dire des travailleurs. En 1970, avec l'élection du gouvernement de l'Unité Populaire, les travailleurs chiliens avaient pour la première fois un gouvernement qui leur était favorable et pouvaient enfin penser à changer radicalement la santé au Chili.

Une des mesures les plus importantes de l'U.P. dans le domaine de la santé, ce fut démocratiser, de remettre entre les mains des travailleurs le contrôle des services de santé. Cela signifiait premièrement, créer un Service unique de Santé pour toute la population. On voulait ainsi éliminer les cliniques privées, lesquelles recevaient une grande partie du budget de la santé, mais donnaient des services uniquement aux plus favorisés. A ce moment-là, la majorité des médecins se retrouvaient dans les cliniques privées où ils gagnaient quatre fois plus qu'un médecin affecté à une clinique populaire.

FONCTIONNEMENT

Dans tous les quartiers, les "pobladores" devaient prendre en main



DE LA CLASSE OUVRIÈRE CHILIENNE EXPÉRIENCES DE LA CLASSE C

l'organisation de la santé grâce à un comité local de santé. Ce comité était ouvert à tous les gens et à toutes les organisations du quartier qui s'intéressaient aux problèmes de la santé. Il informait les gens du fonctionnement de la clinique et envoyait des représentants de chaque organisation du quartier à la clinique afin de former avec les travailleurs de la santé un comité paritaire qui décidait de l'organisation, l'administration et l'orientation de la clinique. Toutes les résolutions votées au comité paritaire étaient ensuite transmises au personnel et aux gens du quartier par l'entremise du comité local. Le comité paritaire était composé d'un délégué de chacune des organisations populaires suivantes:

- comité de citoyens
- C.U.T. (Central Unique des Travailleurs)
- centre des femmes
- comité de contrôle des prix (J.-A.P.)
- brigade de la santé

Les travailleurs de la clinique, quant à eux étaient représentés par:

- le directeur
- une infirmière
- une travailleuse sociale
- deux auxiliaires-infirmières

En plus, ces comités devaient déléguer un de leurs représentants à un comité zonal où s'élaborait la politique générale du gouvernement en ce qui concerne la démocratisation de la santé.

Voici maintenant les services qui étaient donnés dans une de ces cliniques populaires en banlieue sud de Santiago.

- gynécologie
- soins dentaires
- médecine générale pour enfants et adultes
- soins préventifs: examen mensuel des enfants de 0 à 6 ans. En plus, visite des familles sur la base d'un programme d'éducation.

Grâce à ce programme d'éducation et au niveau de vie plus élevé des travailleurs la mortalité infantile diminue considérablement.

1969 - 116 / 1000 enfants
1972 - 72 / 1000 enfants
- laboratoires

Tous les services, y compris les médicaments sont gratuits. Une seule infirmière est rattachée à la clinique et la majorité du personnel est composée d'auxiliaires-infirmières qui assument les mêmes tâches que l'infirmière graduée.

Egalement, des travailleuses sociales travaillent avec les gens du quartier et forment des volontaires de la santé qui aident à la prévention dans le quartier. Il se forme une brigade de la santé qui se compose d'une déléguée par rue. Celles-ci reçoivent des cours sur les maladies les plus "populaires", l'hygiène, l'alimentation, et discutent également des problèmes de la santé et des politiques aux niveaux local et national pour y remédier. La préparation que reçoivent ces femmes leur permet d'aider leurs voisins en cas d'urgence et de discuter avec eux des problèmes de la santé. Ainsi, la médecine qui était jusqu'à maintenant la chasse-gardée des professionnels devient l'affaire de tout le monde.

LES LUTTES

Evidemment tout ne marchait pas comme sur des roulettes et les travailleurs chiliens étaient conscients que leurs luttes n'étaient pas terminées. L'unité populaire ne possédait pas tout le pouvoir, mais seulement une partie, le gouvernement. Le pouvoir judiciaire, le Parlement et en grande partie le pouvoir économique étaient encore entre les mains de la bourgeoisie qui tentait par tous les moyens de freiner le développement du pouvoir populaire dans les usines et les quartiers. Le gouvernement de l'U.P. n'avait donc pas les coudées franches pour mettre en place des solutions plus radicales ou pour accélérer la mise en place de ses politiques. En plus, il avait les mains liées par les fonctionnaires qui avaient de nombreux liens avec la bourgeoisie.

Les "pobladores" devaient donc lutter contre ces fonctionnaires qui continuaient souvent à servir les intérêts de la bourgeoisie en accordant par exemple un meilleur budget à un secteur aisé de Santiago au détriment des quartiers populaires. Les "pobladores" devaient souvent se mobiliser et faire des pres-

sions afin de recevoir ce qui leur appartenait.

Au niveau des cliniques populaires, les professionnels de la santé, même certains qui se disaient de gauche, n'acceptaient pas facilement d'être contrôlés par les gens du quartier, ce qui donnait souvent lieu à des affrontements politiques. Même à certaines occasions, les travailleurs ont dû congédier des médecins qui n'acceptaient pas ce contrôle populaire. Pour les travailleurs, les médecins devaient être au service de la population et sous son contrôle. Pour contrer les grèves des médecins, les travailleurs durent faire des efforts extraordinaires d'organisation et d'imagination.

Grâce à ces nombreuses luttes, notamment dans le domaine de la santé, les travailleurs prirent conscience peu à peu, durant ces trois années, de la capacité qu'ils avaient de créer les bases d'un pouvoir populaire où les travailleurs eux-mêmes prendraient en charge la solution de leurs problèmes et en finiraient avec le capitalisme.

APRES LE 11 SEPTEMBRE 1973:

Tout l'effort de démocratisation dans le domaine de la santé, de même que les germes du pouvoir populaire ont été abolis et violemment réprimés par les militaires qui rétablirent une médecine au service de la bourgeoisie.

Les comités locaux de santé et les comités paritaires des cliniques populaires ont été abolis. Désormais, les consultations médicales et les médicaments ne sont plus gratuits. Le lait gratuit qui se donnait auparavant à tous les enfants de moins de 6 ans, n'est plus donné maintenant qu'aux enfants de moins de 2 ans. Enfin, les médecins et les travailleurs de la santé qui étaient favorables aux travailleurs sont, soit tués, emprisonnés ou transférés à d'autres endroits. La junte militaire, dans la santé, comme dans tous les autres secteurs, a rétabli le règne de la piastre.

* pobladores: habitants des quartiers populaires au Chili.

Après lecture de cette communication d'une infirmière ayant travaillé de nombreuses années en milieu populaire chilien, une travailleuse d'une clinique populaire québécoise nous livre ses impressions.

CHILIENNE EXPERENCES DE LA CLASSE

LES CLINIQUES POPULAIRES AU CHILI ET CHEZ NOUS

Voici, en vrac. Tout d'abord un sentiment certain de familiarité avec ce genre d'expérience, car dès le premier coup d'oeil on pourrait se croire à Pointe-St-Charles... malgré certaines différences de taille.

Les services: ils sont presque les mêmes, et ici comme au Chili sans doute, la gratuité des médicaments et des soins dentaires constitue une brèche importante dans cette vaste industrie capitaliste qu'est la santé.

Le concept de "clinique populaire": le fait de regrouper tous les services, de travailler en équipe réunissant des gens de toute discipline et le fait surtout de s'implanter dans des quartiers ouvriers peuvent contester à sa source même la médecine individualiste et commerciale. En ce sens, l'existence de cliniques populaires s'oppose directement aux cabinets et aux cliniques privées qui sont le symbole même de la discrimination, du privilège que s'octroient habituellement la bourgeoisie et ceux qui y aspirent.

Le pouvoir des travailleurs du quartier: là encore le point de similitude est frappant. Au Chili, comme chez-nous, la ligne politique suivie veut que ce soient les travailleurs qui contrôlent leur clinique de quartier. Evidemment, cela ne va pas sans difficultés dans un pays comme le nôtre où les travailleurs ont toujours été dépouillés de tout pouvoir. Reste que les cliniques populaires ont, là aussi, créé une petite brèche dans le mur du pouvoir bourgeois: à Pointe St-Charles, les citoyens ont réussi depuis plus de cinq ans à tenir la barque dans une direction qui ne plaît ni au gouvernement ni aux corporations professionnelles. L'épreuve de force vient à l'heure actuelle avec l'application de la loi 65, sorte de rouleau compresseur face aux expériences de pouvoir populaire en matière de santé.

Bien au contraire, l'expérience chilienne sous l'Unité Populaire démontre la très grande autonomie des quartiers et l'originalité des structures mises sur pied pour assurer le pouvoir des travailleurs sur leur clinique, et ce faisant, une véritable démocratisation de la santé. On sait bien loin de cette approche

rigide et bureaucratique qui caractérise à l'heure actuelle la politique libérale de santé au Québec. Sans doute, on reconnaît le mouvement socialiste à ce qu'il favorise la naissance du pouvoir populaire.

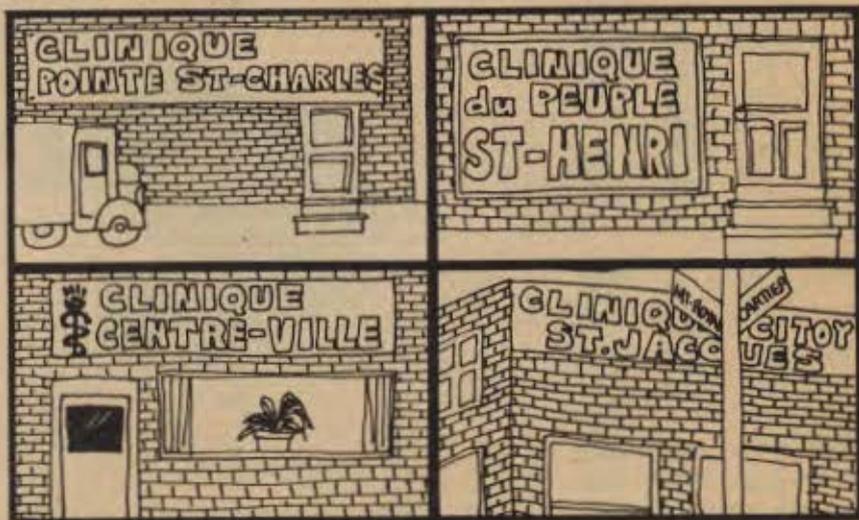
Un autre point de similitude avec chez-nous: **le pouvoir économique des professionnels de la santé**, plus particulièrement des médecins. Il est le même dans toutes les sociétés capitalistes et dans une société comme le Chili où les travailleurs n'avaient pas encore le contrôle entier de l'économie. C'est le pouvoir, qui provient de l'accumulation, de l'appropriation, de la monopolisation du savoir médical mis au service de la classe qui s'assure de la servitude des médecins en faisant payer grassement par les travailleurs des services "mystifiés". Même au sein des cliniques populaires, les luttes entre professionnels de la santé et travailleurs continuent: on ne se débarrasse pas du jour au lendemain de son appartenance de classe. Reste qu'à cause des cliniques populaires, les médecins sont maintenant obligés de faire un choix: mettre leur savoir au service de la classe des travailleurs en acceptant que ceux-ci contrôlent la clinique, en acceptant le salariat au même titre que tous les autres travailleurs ou continuer de servir la bourgeoisie et d'en être les esclaves gras...

La prévention, la démystification de la santé: c'est l'aspect qui me semble le plus original et le plus

intéressant - plus particulièrement les brigades de volontaires de la santé. C'est une des véritables conditions du pouvoir populaire car tant que la santé ne sera pas réappropriée par les gens eux-mêmes, elle sera toujours susceptible d'être monopolisée par la classe dominante. Il faut que chacun ait le contrôle sur son corps, sur sa maladie, sur les conditions qui permettent de l'éviter - contrôle individuel et contrôle collectif tout à la fois.

Nous disons souvent que la vraie prévention, ce n'est pas uniquement le dépistage des maladies, mais la lutte contre un système qui crée l'exploitation; car la différence fondamentale entre le Chili et le Québec demeure évidemment la question du pouvoir. Dans une société où ce ne sont pas les travailleurs qui ont le pouvoir, dans une société où le fondement demeure l'appropriation du capital par une minorité, on ne peut espérer faire des miracles dans le domaine de la santé. La tâche des cliniques populaires au Québec, à travers le travail quotidien, demeure la lutte contre le système capitaliste: en dehors de cette lutte, la médecine et toutes les institutions de santé ne font que renforcer le système d'exploitation.

L'expérience chilienne nous apprend que cette lutte ne se fera pas "en toute douceur": dans la santé, comme dans tous les secteurs de la société, la bourgeoisie ne renonce jamais à ses privilèges.



LE CLERGÉ CHILIEN AURAIT-IL DES PROBLÈMES DE CLASSES?



AVANT

QUELQUES CENTAINES DE PRÊTRES ET RELIGIEUX TRAVAILLAIENT AVEC LES OUVRIERS ET LES PAYSANS, ET DANS LES PARTIS DE L'U.P.

L'ÉGLISE CHILIENNE A ACTUELLEMENT UNE ATTITUDE D'OUVERTURE AU SOCIALISME QUI EST LA PLUS CLAIRE OPTION POUR LES PAUVRES. LE LIBÉRALISME EST ^{MAUVAIS} A CAUSE DE SON CONTENU, PROFONDEMENT ÉGOÏSTE (1)

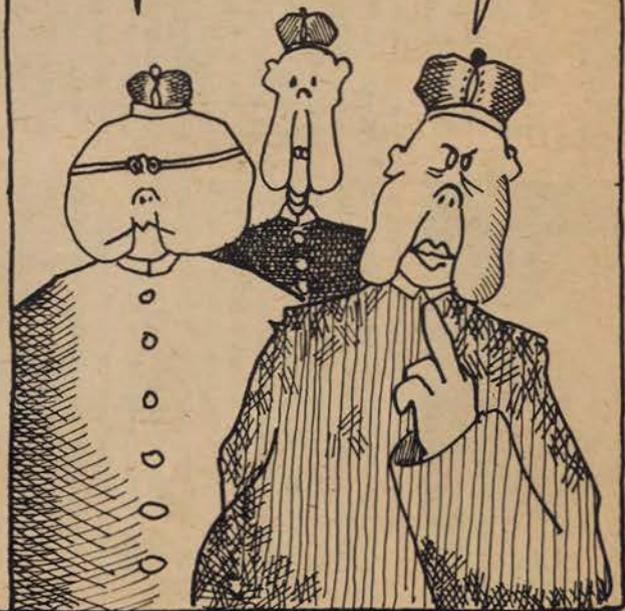
NOUS NE CROYONS PAS QUE LE MARXISME SOIT L'UNIQUE SOLUTION POSSIBLE (2)

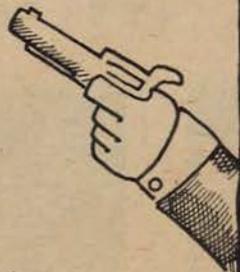
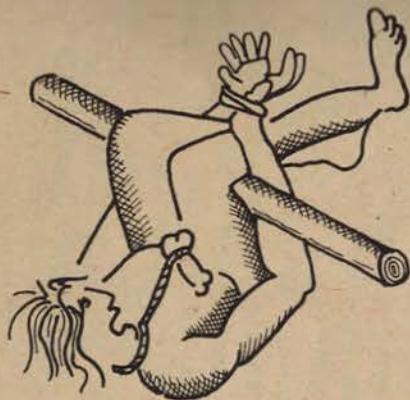
HEU.

MGR HENRIQUEZ.



LE MOUVEMENT DES CHRÉTIENS POUR LE SOCIALISME PART D'UNE BASE NON FONDÉE, DISANT QUE LE MARXISME ET LE CHRISTIANISME SONT COMPATIBLES ET MÊME CONVERGENTS. C'EST POURQUOI NOUS INTERDISON AUX PRÊTRES ET RELIGIEUX DE FAIRE PARTIE DE CETTE ORGANISATION ET AUSSI DE RÉALISER - DE QUELQUE FAÇON QUE CE SOIT, INSTITUTIONNELLEMENT OU PERSONNELLEMENT DE FAÇON ORGANISÉE OU SPONTANÉE - LE TYPE D'ACTION QUI EST LIÉE A CETTE OPTION. (6)





ILS SUBISSENT LE MÊME SORT QUE
LES AUTRES MILITANTS DE L'U.P.
ET DU MIR

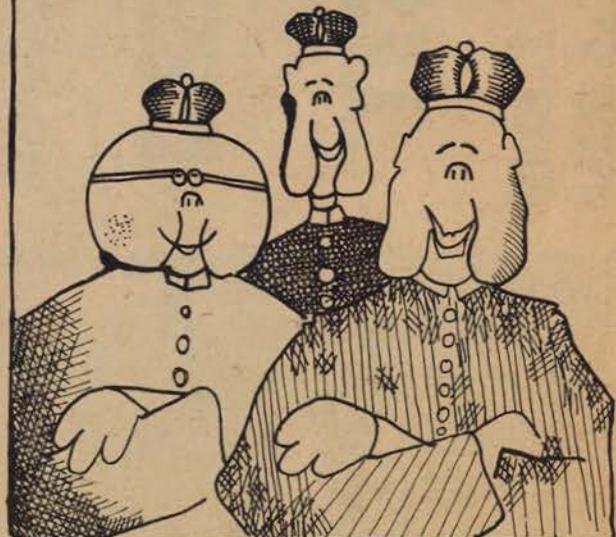
POUR QUE SOIENT RESPECTÉS CEUX
QUI SONT TOMBÉS. (3)

NOUS AVONS CLAIREMENT
EXPRIMÉ NOTRE DÉSACCORD AVEC
LE MARXISME. (4)

NOUS ACCEPTONS LES
GOUVERNEMENTS QUE LE
PEUPLE VEUT SE DONNER ET
NOUS LES SERVONS.
C'EST POURQUOI NOUS
RECONNAISSONS CE
GOUVERNEMENT QUE
LE PEUPLE VEUT. (5)



GOUVERNANTS. DIFFÉRENTE,
NON OPPOSÉE. LE GOUVERNEMENT
PEUT AVOIR UNE ATTITUDE FERME
ET DE CHÂTIMENT DES COUPABLES,
L'ÉGLISE A UNE AUTRE MISSION
QUI COMPLÈTE CELLE DE
L'AUTORITÉ CIVILE ET L'HUMANISE.
POUR L'ÉGLISE IL N'Y A PAS
DE DÉLINQUANTS QUI MÉRITENT
UN CHÂTIMENT, MAIS SEULEMENT
DES PÉCHEURS QUI ONT BESOIN
DE PARDON. ET SOUVENONS-NOUS
QUE PÉCHEURS NOUS LE SOMMES
TOUS DE QUELQUE FAÇON. (7)



(1) - JOURNAL "EXELSIOR" (MEXICAÏN), 17 JUIN 1973.

(2) - JOURNAL "EL MERCURIO."

(3) - DÉCLARATION DU CARDINAL HENRIQUEZ, PUBLIÉE PAR LE
COMITÉ PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT NATIONAL CHILIEN, 14 SEPT. 1973.

(4) - "LE DROIT", 1 FÉV. '74. - (5) - "EL MERCURIO", 10 OCT. '73.

(6) - "FOI ET ACTION POLITIQUE", RAPPORT DE LA CONFÉ-
RENCE DES EVÊQUES DU CHILI, AVRIL '73.

(7) - "EL MERCURIO", 13 MARS 1974.

L'analyse de la presse de janvier et février (cf. Bulletin no 4-5) laissait apparaître, chez les généraux, une volonté systématique de fonder leur pouvoir sur une idéologie propre, susceptible de contrer la persistance des idéaux de l'Unité Populaire.



"autoritaire, impersonnel et (juste?)".



REVUE DE PRESSE FASCISTE (ERCILLA, El Mercurio, mars 1974)

LES MILITAIRES ONT DES... PRINCIPES!

DÉCLARATION DE PRINCIPES

L'occasion a été donnée aux militaires, le 11 mars dernier, lors de l'anniversaire du "triomphe" du 11 septembre 73, de dévoiler le fruit de leur réflexion du semestre sous la forme d'une "Déclaration de principes", reproduite en entier dans **El Mercurio** du 13 mars. C'est un morceau de résistance, une véritable encyclique. D'ailleurs, pigeant dans la très-anticommuniste "doctrine sociale de l'Eglise", la Déclaration énonce des propositions telles que:

1. "L'homme a des droits naturels antérieurs et supérieurs à l'Etat".
2. "L'Etat doit être au service de la personne, et non le contraire".
3. "La fin de l'Etat est le bien commun général".
4. "Le bien commun exige le respect du principe de subsidiarité".
5. "Le respect du principe de subsidiarité implique l'acceptation du droit de propriété privée et de la libre initiative dans le domaine économique."

Cette Charte de la "Reconstruction nationale" prétend donc se fonder sur les "valeurs morales et spirituelles propres à la tradition chilienne et chrétienne", de même que sur le respect sacré des droits de l'individu. Ces principes sont cependant **subtilement** contredits dans la définition de l'Etat comme "autoritaire, impersonnel et juste". Toujours est-il que ces hauts principes débouchent sur un "nationalisme pragmatique", une "démocratie sociale", voire "l'unité nationale". Mais nous ne sommes pas au bout de nos peines ni du salmigondis idéologique mis au point par la Junte: qu'on songe que l'ambition des militaires chiliens n'est rien de moins que l'instauration d'une nouvelle société "nationaliste, libre, égalitaire, fraternelle et solidaire" (Ercilla, 13-19 mars 74).

PINOCHET STRATÈGE

Derrière ces déclarations oiseuses se profile la persona-

lité du Chef dont on vante les qualités de stratège, dont on souligne avec quelle subtilité il est passé de la tactique "défensive-offensive" à la planification "défensive-offensive" lors de l'établissement du plan du coup d'Etat. (Ercilla, 13-19 mars 74)

L'ENVOYÉ DE DIEU

L'homme du Jour "D" qui narre tranquillement la maîtrise dont il était capable la veille du 11 septembre prétend avoir été investi d'une "mission historique" (Ercilla, 20-26 mars) favorisée par "l'intervention de la volonté de Dieu". Le demiurge entend ainsi procéder à une mutation de la "mentalité chilienne" en extirpant le libre exercice démocratique, source, selon lui, des maux qui affligent la nation. Le gouvernement entend prouver son "sérieux" en se maintenant au pouvoir aussi longtemps qu'il faudra et en usant de "grande autorité et compréhension" (El Mercurio, 24 mars 74). Il sera imposé aux Chiliens "un sacrifice nécessaire" qui en fera "les Anglais de l'Amérique du Sud" (Ercilla, 6-12 mars 74).

DES CARABINIERS À TRUDEAU

On annonce fièrement que les Carabiniers seront investis, à l'intérieur du système répressif, de responsabilités accrues, la consigne étant: "LA LIBERTE? SECURITE D'ABORD" (Ercilla, 6-12 mars 74). Incidemment plusieurs pages sont consacrées aux dictateurs fascistes, Hitler (Ercilla du 20 au 26 mars), Mussolini (Ercilla du 6 au 12 mars); et l'on trouve même une photographie adorable de la famille Trudeau avec le commentaire touchant qu'on croirait de la main même de l'affectueux Pinochet: "Une famille heureuse dans un monde difficile" (Ercilla, 20-26 mars, p. 61).

OFFENSIVE CONTINENTALE

L'esprit réchauffé, la Junte porte son offensive sur le plan continental. Réconfortée par les avantages obtenus lors des transactions financières de Paris, elle participe, avec le Brésil, à la normalisation enthousiaste des inégalités sociales: "La distribution prématurée de la richesse dans les nations sous-développées est une pratique démagogique des générations actuelles contre les générations futures". (Ercilla, 27 mars 74).

Les tribunes sont Tlatelolco, au Mexique, en présence de Kissinger, et Brasilia, où se réunit l'axe Pinochet-Geisel-Bordaberry-Banzer dans la lutte contre le marxisme. Pour le reste, les répétitions deviennent monnaie courante dans la presse chilienne, reflétant l'essoufflement des militaires et de leurs amis journalistes qui se sont donné une tâche idéologique un tant soit peu au-dessus de leurs capacités intellectuelles. Par ailleurs les défections s'annoncent ou ont déjà commencé dans les rangs de très fervents alliés de la première heure: certaines fractions du haut-clergé, la Démocratie chrétienne, les propriétaires de camions...

General Pinochet: intervino la voluntad de Dios



Premier canadienne Pierre Elliot Trudeau: una familia feliz en un mundo difícil.



Pour services rendus.



Kissinger à Tlatelolco.

DÉPÊCHES DE PRENSA LATINA

La Junte s'arme lourdement

Au cours des derniers mois de l'année en cours, le régime militaire chilien a acheté aux Etats-Unis des équipements militaires pour une somme de 200 millions de dollars et devra recevoir prochainement du matériel de guerre, acheté dans quatre autres pays (France, Espagne, Angleterre et Israël) pour une somme de 300 millions de dollars. Les derniers achats d'armes de la Junte dépassent celles qui ont été réalisées pendant les neuf années des administrations du démocrate-chrétien Eduardo Frei et du gouvernement populaire de Salvadore Allende.

La nouvelle "constitution" de la Junte

La nouvelle "constitution" interdira tous les partis de gauche - déjà illégalisés par décret - a affirmé Enrique Ortuzar, président de la commission chargée par la Junte de rédiger une constitution répondant à ses intérêts. Il a déclaré que les partis "démocratiques" (c'est-à-dire de droite) devront à l'avenir agir dans l'orbite qui leur est propre et qu'ils ne pourront pas intervenir dans l'administration publique, ni dans les élections ou conflits de caractère syndical ou étudiant.

La BID se réunit au Chili

Le général Pinochet, chef de la Junte militaire, a inauguré le 1er avril, la 15e réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement (BID). Quelques jours avant le début de la réunion, la BID avait annoncé qu'elle accordait un crédit de \$22 millions aux militaires chiliens, mettant ainsi fin à un blocus des crédits de trois ans. Les Etats-Unis contrôlent 42% des votes au sein de la BID et y possèdent le droit de veto.

Toujours le silence sur Van Schowen

La Junte militaire persiste à garder le silence sur le sort de l'un des principaux dirigeants du MIR, le jeune médecin de 30 ans, Bautista Van Schowen, arrêté le 13 décem-

bre dernier. Des versions insistantes et incertaines signalent que plus tard, encore torturé, il a succombé, dénonce le MIR.

Pas de propagande dans les autobus

Un nouveau décret de la Junte militaire indique que toutes les personnes accusées de faire de la propagande contre le régime seront jugées par des tribunaux civils et militaires. Une partie du décret vise à réprimer la prolifération de slogans et de consignes condamnant la Junte, particulièrement dans les véhicules du transport collectif. Les personnes responsables d'une telle "offense" seront jugées par les tribunaux civils, en plus des sanctions que pourrait leur donner la justice militaire, et cela affectera autant le présumé auteur que le chauffeur du véhicule qui affiche les dites inscriptions faites au crayon ou avec le doigt dans la poussière.

Nouveaux désaccords entre la démocratie-chrétienne et la Junte

Le Collège des journalistes du Chili, dirigé en majorité par des démocrates-chrétiens, a renoncé à la responsabilité de l'édition du journal officiel de la Junte, "La Patria" (anciennement "La Nación"). Le directeur du journal ainsi que les journalistes ont remis leur démission lors d'une réunion avec le ministre de l'Intérieur, le général Oscar Bonilla, ex-aide de camp du président démocrate-chrétien Eduardo Frei.

Le gouvernement britannique boycottera la Junte

Le gouvernement travailliste de Grande-Bretagne a décidé de suspendre toute aide économique et militaire à la Junte chilienne. Le ministre britannique James Callaghan a déclaré au Parlement que la mesure serait maintenue "tant que la démocratie et le respect des droits de l'homme ne seraient pas rétablis au Chili".

DÉCLARATIONS DE GORILLES ET AUTRES SINGERIES



WASHINGTON, 15 mars (UPI) - Francisco Bulnes, du Parti National, a affirmé aujourd'hui en conférence de presse: "Frei et moi avons été d'accord, le 20 août 1973, dans une longue conversation, qu'il n'y avait pas d'autre solution que la militaire pour le Chili." Bulnes a ensuite affirmé que "les Forces Armées sont démocratiques par formation." (*La Tercera*, 16-III-74)

SANTIAGO - Fêtant ses

six mois de pouvoir, le général Pinochet a déclaré, visant la Démocratie Chrétienne: "Certains secteurs politiques ont commencé par avoir une attitude favorable au gouvernement, mais ils voyaient dans l'action des Forces Armées la possibilité qu'on leur confie sous peu la conduite de l'Etat. Aujourd'hui, ils se retournent contre nous, se rendant compte qu'ils se sont trompés. Alors je pose la question: est-ce que ce sont des patriotes ou des marchands?" (*Le Nouvel Observateur*, 13-IV-74)

VALDIVIA - Parlant de la nécessité de dissou-

dre les coopératives agricoles créées sous l'Unité Populaire, Ernesto Wagner, grand propriétaire terrien de Valdivia, a déclaré: "Nous y arriverons, mais ce sera long. Il faudra plusieurs années pour extirper de la tête de ces gens les slogans démagogiques du style: LA TERRE APPARTIENT A QUI LA TRAVAILLE..." (*Le Nouvel Observateur*, 13-IV-74)

SANTIAGO - Le Ministre de l'Education du Chili vient de déclarer qu'afin d'épurer les manuels scolaires et de garantir "la neutralité politique de l'enseignement", le mot "compañero" (com-

pagnon, camarade) devra être supprimé des manuels et remplacé par "señor" (monsieur).



TANDIS QU'AU CHILI LE CONSEIL DE GUERRE REQUIERT DES PEINES DE MORT CONTRE DES OFFICIERS FIDÈLES AU GOUVERNEMENT D'ALLENDE,

LA COMMISSION INTERNATIONALE D'HELSINKI ET LE TRIBUNAL RUSSELL EXAMINENT LES CRIMES DE LA JUNTE MILITAIRE CHILIENNE

HELSINKI

Après le coup d'Etat au Chili, alors que chacun dans son domaine cherchait ce qu'il pouvait faire pour appuyer concrètement la Résistance du peuple chilien dans sa lutte contre le fascisme, un groupe de juristes internationalement connus, principalement Scandinaves, lançaient l'idée de la création d'une Commission Internationale d'enquête sur les crimes de la Junte chilienne, et conviaient leurs collègues du monde entier à répondre à leur appel.

Organisme d'enquête, cette Commission Internationale aurait pour tâche de ramasser, d'examiner et d'évaluer tous les faits et événements se rapportant au coup d'Etat. Organisme indépendant dont les membres recrutés dans diverses organisations et institutions représenteraient une large gamme d'expérience professionnelle, cette Commission Internationale ne devait pas être considérée comme un tribunal, et sa seule autorité devait résider dans la qualité du travail qu'elle effectuerait, et la seule sanction dont

elle disposerait serait le verdict moral de l'humanité.

LES CINQ CONTINENTS REPRÉSENTÉS

Plus de 50 juristes venant des horizons les plus divers et occupant les plus hautes fonctions juridiques dans plus de 32 pays répondirent à l'appel lancé et se rendirent au rendez-vous d'Helsinki: entre autres, les présidents de la Cour Suprême ou d'appel d'Argentine, du Cuba, de Panama et du Viet-Nam; d'anciens ministres de la justice d'Algérie, de Hongrie et du Maroc; des présidents d'organismes internationaux de juristes venant principalement de France; des députés et sénateurs de pays aussi divers que l'Australie, le Danemark, la Finlande, la Hongrie, l'Inde, la Pologne, la Suède et le Vénézuéla; un chanoine de Belgique, professeur de théologie; des syndicalistes de rang élevé de Finlande, de Suède et d'URSS; et enfin des avocats et professeurs d'université des U.S.A., de France, d'Angleterre, de la R.D.A. de la Grèce, du Guatemala, d'Italie, du Japon, du Portugal, d'Espagne et du Canada, ce dernier étant représenté par M. Georges LeBel, avocat et professeur de droit à l'UQ

AM, délégué par le Comité de solidarité Québec-Chili.

La Commission jouissait de l'appui financier des gouvernements scandinaves, principalement finlandais, du Conseil mondial de la Paix, et des divers organismes mandataires. Chacun des membres de la Commission siégeait en tant qu'individu et non en tant que représentant d'organisations ou de nations.

TRAVAUX SÉRIEUX

Durant les trois jours de travail d'enquête proprement dit (du 21 au 24 mars 1974), la Commission se réunissait publiquement et entendait le réquisitoire préparé par une sorte de commissaire enquêteur qui appuyait chacune de ses affirmations sur un témoignage concret d'une des victimes immédiates de la répression et de la torture, sur des documents officiels dont l'authenticité ne pouvait être mise en doute, ou sur des films ou des photos prises au Chili même. C'est ainsi que nous avons pu entendre les témoignages de plus d'une trentaine de Chiliens ou de résidents du Chili au moment du coup d'Etat qui vinrent nous décrire les événements tels qu'ils les avaient vécus. La Commission s'est montrée très exigeante

te sur le plan des témoignages, refusant souvent d'admettre en preuve des témoignages relatant des choses que le témoin avait entendu dire mais dont il n'avait pas eu une connaissance personnelle.

De plus, la Commission devait entendre les témoignages d'experts comme Madame Allende, Carlos Altamirano, Sergio Insunza, Volodia Teitelboim, et des représentants, bref, de tous les partis de gauche du Chili, dont le MIR. Au total, une centaine de citoyens chiliens participaient comme témoins, comme experts ou comme observateurs aux travaux de la Commission.

"Il n'y a pas et il n'y a pas eu de violation des Droits de l'Homme au Chili." (Pinochet, en guise de réponse à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, La Tercera, 7 mars 1974).

TROIS THEMES

L'enquête portait sur trois sujets principaux, un pour chaque journée de travail: 1. Violations des droits fondamentaux de l'homme, perpétrées par la Junte et ses complices (exécution sommaires, tortures, persécutions sociales, politiques et économiques massives); 2. Réfugiés et prisonniers politiques, et les conséquences pour leurs familles; 3. La conspiration des généraux (qui devait conduire à la réalisation du coup d'Etat contre le peuple et le Gouvernement légitime du Chili). C'est au cours de l'enquête sur ce dernier sujet que la Commission s'est particulièrement penchée sur l'ingérence étrangère au Chili, et sur la responsabilité de l'impérialisme américain et du sous-impérialisme brésilien.

ACTE D'ACCUSATION

A la fin de cette première session, un acte de dénonciation et d'accusation de la Junte a été rédigé. En effet, la Commission, n'étant pas un tribunal, ne considérait pas pouvoir émettre un jugement ni une condam-

nation, mais a lancé un appel pour qu'un verdict moral de l'humanité soit rendu. Cet appel a été lancé à tous les individus et à toutes les organisations, à tous les gouverne-

ments et à tous les organismes internationaux pour:

- Qu'ils dénoncent les crimes de la Junte et l'ingérence des USA dans les affaires du Chili;

- Qu'ils travaillent à isoler la Junte militaire de la communauté internationale;

- Qu'ils cessent tout appui ou soutien à la Junte chilienne;

- Qu'ils appuient activement la lutte du peuple chilien pour la restauration de son gouvernement légitime;

- Qu'ils fassent pression sur la Junte pour faire abroger "l'Etat de guerre", mettre fin à la terreur,

Essayer de replâtrer l'image du régime...



en s'agenouillant dévotement dans une église, au Brésil (19-III-74).



"Il est possible qu'il y ait eu de la torture parce que nous sommes des êtres humains." ("MI GENERAL", à J. Charpentier, à Format 60, le 2 avril 1974).

fermer définitivement tous les camps de concentration et libérer tous les prisonniers politiques.

De plus, la Commission Internationale d'enquête sur les crimes de la Junte militaire chilienne a décidé de poursuivre ses travaux par le biais d'un secrétariat permanent; elle se réunira de nouveau en septembre 1974 à Copenhague, et elle continuera ses travaux aussi longtemps que se perpétueront les crimes de la Junte militaire chilienne.

ROME

La semaine suivante, du 1er au 6 avril, se réunissait à Rome la première session du "Tribunal Russell II", dans la lancée du premier Tribunal Russel, en 1967, sur les crimes de guerre commis par les USA au Viet-Nam. Originellement cette session devait porter sur la répression au Brésil; la brutalité

des événements, en Amérique latine, fit que la session porta aussi sur le Chili, la Bolivie et l'Uruguay.

Parmi les personnalités les plus connues qui constituaient ce Tribunal Russell II, on peut citer: Alfred Kastler, Salvador Luria et Georges Wald, tous trois Prix Nobel, des écrivains comme Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Vladimir Dédijer, le pédiatre américain Benjamin Spock, le mathématicien français Laurent Schwartz, l'historien Albert Soboul, l'ambassadeur chilien Armando Uribe, le politologue et avocat Pierre Vidal-Naquet, et le linguiste Noam Chomsky.

En plus du tribunal lui-même, il y avait un jury composé de gens comme les écrivains Gabriel Marquez et Julio Cortazar, les théologiens catholiques Giulio Girardi et Jean-Baptiste Metz, le théologien protestant Georges Casalis, etc., sous la présidence du sénateur italien Lellio Basso.

Bien que l'acte d'accusation devant le Tribunal Russell II portait sur quatre pays différents, trois jours complets d'enquête furent consacrés au cas chilien. Contrairement à la Commission d'Helsinki, les sessions de Rome du Tribunal Russell II visaient à apporter une condamnation explicite de la Junte chilienne au nom du droit international, et à déclarer ces militaires coupables des crimes qui auraient été établis et prouvés devant le tribunal.

Le fonctionnement concret des sessions de Rome était à peu près iden-

tique à celui d'Helsinki; de nombreux témoins ont été entendus, des documents et des films visionnés. Cependant, l'aspect formaliste et judiciaire était un peu plus marqué à Rome où les avocats spécialistes du droit international prirent une place prépondérante.

Finalement, le Tribunal Russell II, au nom des "principes généralement reconnus par les peuples civilisés", a condamné la Junte chilienne pour avoir détruit l'Etat de droit au Chili et l'avoir remplacé par l'arbitraire et la dictature; pour avoir violé les Institutions et la Constitution chilienne effaçant ainsi le droit à l'autodétermination du Peuple Chilien; pour avoir violé les droits fondamentaux de l'Homme en supprimant les libertés civiles et l'habeas corpus, en procédant à des tortures, à des exécutions sommaires qui sont en fait des assassinats, et en maintenant des camps de concentration; pour avoir supprimé les droits politiques et sociaux en dirigeant la répression contre les travailleurs, les paysans et leurs organisations; pour avoir violé le droit d'asile, les droits diplomatiques et les conventions sur les réfugiés.

Mais la sentence du Tribunal Russell II ne veut pas se contenter de constater uniquement les violations des droits de l'homme, et elle entend rechercher les causes de l'instauration de ces systèmes répressifs.

C'est pourquoi, le Tribunal a décidé de consacrer ses sessions de l'au-

tomne 1974 à examiner précisément ces causes, et principalement la responsabilité des intérêts impérialistes dans l'instauration du fascisme dans pratiquement toute l'Amérique latine. Le Tribunal prévient non seulement les tortionnaires et leurs chefs, mais aussi **les responsables**, qu'ils devront un jour payer pour leurs crimes.

Il faut en effet insister sur les causes de l'instauration du fascisme. Certes, il est nécessaire de dénoncer l'utilisation de la torture, les exécutions sommaires, les arrestations massives, les camps de concentration et les simulacres de procès. Mais restreindre notre action à la dénonciation de ces atrocités, c'est faire le jeu de l'impérialisme américain, car quels arguments nous restera-t-il pour dénoncer l'oppression persistante du peuple chilien et de tous les peuples de l'Amérique latine lorsque ces tortures et ces arrestations seront moins massives et moins présentes dans l'actualité internationale? Il faut dès maintenant dénoncer les vrais responsables de la répression et de l'instauration du fascisme au Chili: l'impérialisme américain et les compagnies multinationales. Il faut aussi se rendre compte que par sa collaboration économique honteuse avec la Junte, le gouvernement canadien lui aussi se rend complice et coupable de ces crimes internationaux puisqu'il les rend possibles, s'il ne les perpètre pas lui-même directement.

Montréal, le 15 avril 1974.



Comment un enfant de 8 ans voit et résout le problème.

Contexte

latino-américain:

ARGENTINE

En guise de contribution à une meilleure connaissance de ce qui se passe en Argentine et en vue d'alimenter une discussion politique parmi les militants québécois, nous reproduisons ici quelques paragraphes des déclarations de Giudici à l'occasion de sa démission.

"Maintenant mon devoir et ma conscience me forcent à démissionner, même en sacrifiant tout, pour avoir le droit de dire ce que je pense. Je n'ai pas renoncé au communisme mais au Parti Communiste. /.../ Plus tard, j'en suis sûr, mon attitude sera reconnue comme une contribution au processus révolutionnaire argentin."

"La révolution va se faire même si le Parti ne veut pas. Cette jeunesse qui monte va la mener à bien, et si le Parti n'y participe pas, la révolution se fera sans lui. Et moi je serai là où la révolution se fera."

"Le péronisme est un mouvement intérieurement contradictoire, un mouvement pluri-classiste. Péron représente des intérêts divergents. Ce qui m'intéresse dans le péronisme c'est la présence d'une authentique masse populaire, d'une majorité populaire qui veut des changements profonds."

"A l'arrivée du péronisme, il se passe ceci: on pouvait le critiquer, on pouvait signaler ses contradictions internes, mais comment nier que nous étions face à un phénomène populaire? Encore aujourd'hui apparaissent des forces de gauche que ne comprennent pas les racines populaires et révolutionnaires de la masse péroniste. Mais la révolution se fera avec elle, avec la jeunesse, ou ne se fera pas. Je dis aux marxistes d'apprendre à s'unir avec cette masse et à voir en elle son meilleur allié. J'insiste qu'il est nécessaire de fusionner en un seul corps toute cette gauche qui a l'air contradictoire et confuse, mais qui est la majorité dans le pays, et qu'il faut l'organiser en une force capable de prendre le pouvoir et de s'y maintenir."

Ernesto Giudici, 65 ans, vient de démissionner du Comité Central du PC argentin, dont il était membre depuis 35 ans. Cette démission fracassante porte sur la place publique les tiraillements entre la gauche et la droite au sein du PC argentin. Mais Giudici va beaucoup plus loin: en discutant le cas de son parti, il expose sa conception de la révolution, en général, en Amérique latine et en Argentine en particulier.

Le péronisme, populiste, nationaliste et ambigu à souhait n'est pas sans nous faire penser, sous certains aspects au Parti Québécois.

"Prendre le pouvoir en créant la force adéquate, par des élections ou sans élections. Sans démocratie superficielle et creuse. En affrontant la réalité historique. Si à ce moment-ci du processus il y a des secteurs qui vivent de marxistes à libéraux et bourgeois et qu'ils font de la forme - le pacifisme, le "démocratisme" - la question fondamentale, c'est qu'ils veulent tourner le dos à la révolution. Ceux-là, je les qualifie d'opportunistes, de gens de droite, de conciliateurs."

"Une grande masse populaire et de gauche est encore dans les vieux partis. (...) La gauche doit, déjà, coordonner un travail commun qui conduira, inévitablement, à la formation d'une grande force, nouvelle et puissante, dans le pays, une force à contenu révolutionnaire. Ce qui dans le marxisme s'appelle avant-garde n'existera pas parce que quelqu'un va le proclamer ou l'imposer, mais existera parce qu'une attitude théorique créatrice et une action réaliste l'auront réalisé. Fidel Castro et Che Guevara sont, dans le marxisme latino-américain, l'expression de cela."

"S'il est vrai que Fidel Castro devient marxiste après avoir pris le pouvoir, il solutionne les problèmes de Cuba en accord avec la réalité cubaine. Che Guevara est un modèle du révolutionnaire latino-américain. Mais le phénomène cubain ne peut être répété sur le reste du continent. Je crois à la lutte des classes. Je crois à l'internationalisme prolétaire. Mais chaque pays doit entreprendre sa propre révolution selon ses caractéristiques historiques concrètes. Tel est l'enseignement de Lénine."

(La Opinion cultural,
Buenos Aires,
16 décembre 1973)



L'Argentine:

- 24,000,000 d'habitants
- la moitié de l'industrie du pays autour de Buenos Aires, la capitale
- Les élections présidentielles du 11 mars 1973 marquaient le retour au pouvoir du péronisme. Le FREJULI (Front Justicialiste de Libération) actuellement au pouvoir est une coalition électorale comprenant 25 organisations, sous la direction du Parti Justicialiste de Péron. Depuis un an, de nombreux affrontements se sont produits, à l'intérieur et en dehors des milieux péronistes. L'objectif gouvernemental de "reconstruction nationale" est souvent apparu comme allant à l'encontre des revendications ouvrières et de l'objectif de construire le socialisme. Il faut comprendre que "le péronisme, selon Péron, c'est tantôt à droite, tantôt au centre, tantôt à gauche, selon les besoins du moment..." (Bulletin populaire, 5 avril 1974)

Ceux qui commençaient à savoir quelque chose de la Bolivie s'étaient habitués à voir, dans les mineurs boliviens, l'élément dynamique tant dans la vie politique bolivienne que dans la vie économique (les exportations de minerai représentent 75% des exportations totales).

Soudain, en janvier, nous avons su qu'il se passait quelque chose du côté des paysans: revendications face à l'augmentation galopante du coût de la vie, barricades à Cochabamba - et puis massacres: l'armée, contre une foule de 15,000 affamés sans armes, qui étaient là pacifiquement, armés de leur seule dignité retrouvée.

Nous avons reçu d'un camarade de Bolivie un long document dont nous extrayons ceci, comme contexte aux barricades de Cochabamba.

Contexte latino-américain: **BOLIVIE**

Congrès de Tihuanacu

En août 1973, quelque 200 Indiens se réunissent en congrès dans la ville de Tihuanacu, ancienne capitale des Aymaras, au bord du lac Titicaca. Après plusieurs jours de réflexion, ils déclarent:

"Nous nous sentons victimes d'une exploitation économique et d'une oppression culturelle et politique. Nous vivons encore avec un revenu annuel de 50 dollars. Les crédits officiels sont uniquement destinés aux nouveaux propriétaires terriens, à l'oligarchie du coton, de la canne à sucre et de l'élevage. Nos prix de vente à la production ont été bloqués alors que le coût de la vie est en hausse constante.

"Les minorités qui dirigent le pays veulent nous faire croire que le bonheur est la conséquence nécessaire du seul progrès économique: il faut en finir avec un pseudo-développement qui n'aboutit qu'à détruire notre culture ancestrale. Nous ne sommes pas des citoyens de seconde classe et nous ne voulons pas rester des étrangers dans notre propre pays. L'école transforme nos enfants en métis sans personnalité et veut nous assimiler à la culture occidentale et capitaliste. Les programmes agraires élaborés sont de caractère individualiste alors que toute notre histoire est communautaire.

C'est pour tout cet ensemble de raisons que nous n'avons jamais appartenu réellement à un parti. Le MNR (1952-1964, Paz Estensoro), en décrétant notre droit au vote et la réforme agraire, a été le parti qui a représenté le mieux nos intérêts, mais il n'a pas su être notre instrument de libération. Actuelle-

ment, pas plus que le parti de Barrientos (1965-1969) et que ceux de la Gauche traditionnelle, il ne représente nos intérêts. Nos dirigeants syndicaux n'ont guère été inspirés quand ils ont donné à tous les Présidents de la République le titre de "Leader Paysan"; ce genre de proclamation est pour nous une honte!

Nous disposons heureusement d'un syndicalisme paysan vraiment représentatif tant au niveau des bases que de leur organisation provinciale.

Voilà pourquoi, aujourd'hui nous faisons appel à l'unité paysanne et nous déclarons indispensable une authentique organisation de notre paysannerie. Nous voulons une école qui parte de nos valeurs culturelles, de notre langue, de notre histoire et de nos idéaux. Il nous faut un Parti Paysan qui soit l'interprète de nos véritables intérêts. Il n'y aura pas de véritable développement en Bolivie tant que nous ne serons pas les auteurs de notre progrès et les responsables de notre destin. **NOUS NE DEMANDONS PAS QU'ON NOUS "FASSE" LES CHOSES, NOUS DEMANDONS QU'ON NOUS LES LAISSE FAIRE.**"

Les militaires sont des habitués de la tenue de camouflage, le peuple sait maintenant que ce sont des menteurs professionnels. La tension monte et elle s'est aggravée depuis le dernier massacre. La spontanéité ne paye pas mais elle est un signe, signe que l'Indien de Bolivie sait et pense: Le militaire est bien l'ennemi du peuple. Il ne va pas désormais manoeuvrer aussi facilement ces masses qui ont une si longue tradition de lutte et qui sont prêtes à tout quand il s'agit de leurs droits. Le pacte militaire-paysan est en train de mourir, c'est la preuve évidente d'une conscience qui s'éveille.



La Bolivie:

- 5,000,000 d'habitants.
- taux d'analphabétisme: 60%
- frontières avec le Brésil, le Pérou, l'Argentine, le Paraguay.
- Avec le coup d'Etat d'août 1971, le gouvernement progressiste de Torres est renversé au profit de militaires à la sauce Brésil (cf. le Chili avec Pinochet), dont Banzer est le chef.
- Le 15 mars 1974, à Brasilia, Banzer, Pinochet et le nouveau chef de la dictature brésilienne: rencontre hautement significative, véritable tableau de famille.

AUX SYNDICATS, GROUPES POPULAIRES, ETC.: ADHEREZ AU COMITE DE SOLIDARITE QUEBEC-CHILI!

COTISATION:

- \$100.00 - Regroupement de syndicats (centrales, fédérations, conseils centraux, etc.)
- \$ 50.00 - Syndicat local
- \$ 25.00 - Groupe populaire et comité de solidarité (local ou régional).

Etant d'accord sur la nature et les buts poursuivis par le Comité de Solidarité Québec-Chili, nous sollicitons notre adhésion à ce comité et nous versons, à cet effet, la cotisation correspondante.

NOM DU GROUPE

ADRESSE POSTALE TELEPHONE

NOM DU DELEGUE

ADRESSE POSTALE TELEPHONE

DATE DE VERSEMENT DE LA COTISATION

N.B. — Faites votre chèque à l'ordre du **Comité de Solidarité Québec-Chili**, 356 rue Ontario est, Montréal, et inscrivez à l'endos du chèque: "**Cotisation**".

CHILI-QUEBEC INFORMATIONS:

- est une publication mensuelle du Comité de Solidarité Québec-Chili (Tél.: 842-8459)
- s'adresse aux Québécois que le sort du peuple chilien ne laisse pas indifférents et qui veulent être informés de l'évolution de la situation.

FORMULE D'ABONNEMENT

Nom

Adresse

Téléphone

**Des exemplaires des
numéros précédents de
CHILI-QUEBEC
INFORMATIONS
sont encore
disponibles au
Comité.**

**No 3: 15 cents
No 4-5: 30 cents**

Abonnement régulier: \$5.00
Personnes à faibles revenus: \$3.00
Abonnement-solidarité: \$10.00

Les abonnements de groupe (5 exemplaires ou plus postés à la même adresse) nous faisant épargner des frais de poste, les prix ci-dessus deviennent alors, respectivement: \$4.00, \$2.50 et \$8.00, à multiplier par le nombre d'exemplaires désirés.

Faites votre chèque à l'ordre du Comité de Solidarité Québec-Chili, 356 rue Ontario est, Montréal, et inscrivez à l'endos du chèque: "**Bulletin**".

A VOUS LA PAROLE

Montréal, 23 février 1974

Comité de Solidarité
Québec-Chili
Montréal

A tous, Salut!

Il me fait plaisir de vous envoyer un "petit" quelque chose. Pour vous, c'est peu. Pour moi, c'est tout un \$10 de côté, pour un morceau de lingé - pas grave: dans un mois...

Le Coup du Chili m'a atteint beaucoup - car je suis Québécoise, ouvrière dans une usine de Montréal, syndicaliste engagée, socialiste convaincue, indépendantiste militante.

Combien réalisent que le Coup chilien peut devenir "québécois"? Combien réalisent que ce sont les mêmes **maudites** compagnies qui exploitent le peuple. Seulement, ça change de nom, suivant les pays.

Un petit mot pour finir: vous serait-il possible de boycotter le code postal, tel que demandé par les syndicats. Il va nous coûter plusieurs centaines d'emplois aux Québécois.

Patriotiquement

C.M.

A notre correspondant: Tout d'abord, \$10 pour le peuple chilien qui résiste à la dictature faciste, c'est loin d'être "peu": l'histoire de la goutte d'eau qui s'ajoute à une autre goutte d'eau, qui...

Quant au code postal, nous regrettons que par inadvertance il se soit glissé dans notre dernier bulletin. Cette fois-ci nous l'avons surveillé, il n'entrera pas dans notre bulletin: solidarité avec les travailleurs chiliens, solidarité avec les travailleurs québécois d'abord!

En vue de la Fête de la solidarité des travailleurs, un camarade québécois qui a travaillé de nombreuses années au Chili nous raconte ce que la classe ouvrière chilienne lui a appris. Voici quelques paragraphes de sa communication.

Montréal, 21 avril 1974

Chers camarades,

Je suis arrivé à Santiago en 1967, du temps du gouvernement démocrate chrétien de Frei qui prétendait, depuis 1964, faire une "révolution en liberté", un peu comme d'autres gouvernements que nous connaissons mieux tentaient, à peu près à la même époque, de faire leur "révolution tranquille"...

Sous le gouvernement de la "révolution en liberté" et sûrement avant aussi, c'était courant d'entendre dire que les ouvriers étaient des paresseux, des irresponsables, des gens mal éduqués, des gens à qui on devait donner très peu de corde, car ils ne savaient pas se gouverner, ou encore que les syndicats, avec leurs demandes salariales, étaient responsables de l'inflation, que les syndicats ne s'occupaient pas de leurs affaires quand ils appuyaient des invasions de terrains ou quelque autre action à caractère plus politique, etc. Ces différentes attaques menaient à la conclusion que si les ouvriers vivaient dans des conditions misérables, c'était bien de leur faute. Que s'ils voulaient améliorer leur situation, ils avaient seulement à s'éduquer, à travailler mieux, plus fort, et surtout ne pas faire autre chose que travailler, prendre soin de leurs femmes et de leurs enfants en envoyant ces derniers dans les grandes écoles et qu'ainsi, les vaches de M. Séguin étant bien gardées, tout irait mieux.

Face à ces attaques-là, quelles étaient les réactions des travailleurs chiliens? La réaction de la majorité des travailleurs et surtout du mouvement ouvrier organisé ce fut, non pas de démontrer par de belles argumentations logiquement bâties, que les slogans des bourgeois étaient de gros mensonges, mais de le leur démontrer par des actions concrètes et solidaires.

C'est ainsi par exemple que, face à l'emprisonnement de leur chef syndical qui avait fait un discours trop politique lors d'une manifestation du premier mai, emprisonnement décrété par les tribunaux

de Justice, sous prétexte de sauver la démocratie, 150 000 travailleurs répondent par une grève générale qui touche les transports en commun, les industries, les mines, les bureaux et les écoles. Le président est libéré immédiatement et le gouvernement se voit obligé d'étudier les demandes économiques et politiques de la Centrale Unique des Travailleurs.

Sachant bien ce qu'ils poursuivaient et étant d'accord là-dessus (l'abolition du régime capitaliste, qui divise la société en exploités et exploités), la solidarité dans les moyens à prendre était devenue presque naturelle pour les travailleurs chiliens. Les capitalistes leur avaient dit de ne pas se mêler de politique, eux leur démontraient qu'ils ont une force politique et pas seulement au moment du vote. Face aux bourgeois qui leur avaient dit qu'ils étaient nés pour obéir et faire les petites jobs, les travailleurs leur démontrent le contraire en s'emparant de l'industrie suite à une grève que la négligence du patron avait fait durer trop longtemps (Cootralaco, 1969). (...)

Durant le gouvernement de l'Unité Populaire, tout n'a pas été facile. Les travailleurs devaient redoubler leurs efforts et augmenter leur vigilance. Durant le lock-out du transport, par exemple, il n'hésitait pas à parcourir de longues distances à pied pour se rendre à leur travail et ainsi contrecarrer la tentative des patrons de paralyser le pays. De retour le soir dans les quartiers, ils trouvaient encore le temps et la force nécessaires pour participer aux tâches communautaires de ravitaillement et de contrôler des prix.

Solidaires, sans tenir compte de la fédération à laquelle ils appartenaient ou du secteur de l'activité économique qui les concernait, les travailleurs étaient unis parce qu'ils s'entendaient sur le but qu'ils poursuivaient: changer le système économique qui les exploitait depuis trop longtemps. Ils voulaient produire, bien sûr, mais que les fruits de leur production soient répartis à tout le monde. (...)

A VOUS LA PAROLE



1^{er} MAI

fête de la solidarité,
solidarité ici, et solidarité
avec les travailleurs du
monde entier

* se rappeler que le peu-
ple chilien passe le 1er
mai, cette année, les fusils
braqués sur lui

